

La Chine poursuit activement sa transition énergétique, adoptant un rôle moteur sur le climat

# Pékin champion des énergies vertes

« AUDE MASSIOT

**Environnement** » Dans le secteur des énergies renouvelables, la géopolitique mondiale est en train de prendre un nouveau visage. En 2015 déjà, les pays en développement dépassaient pour la première fois les pays développés pour leurs investissements dans les énergies renouvelables: 19% du total mondial pour les premiers contre 8% pour les seconds. La championne toute catégorie était alors la Chine, avec 17% des investissements mondiaux à elle seule, soit 102,9 milliards de dollars. Et la République populaire ne compte pas s'arrêter là. Le Gouvernement chinois a présenté la semaine dernière un plan quinquennal ambitieux sur le développement énergétique.

Ce plan, qui couvre la période 2016-2020, prévoit d'investir 361 milliards de dollars dans l'électricité à base de renouvelables d'ici 2020, avec à la clé 13 millions de nouveaux emplois. L'engagement du gouvernement porte surtout sur la réduction de la consommation de charbon, qui représente toujours 64% du mix énergétique chinois et reste une des énergies les plus polluantes au monde. Ils prévoient de passer sous les 58% pour 2020. «Quand il fixe un objectif, le Gouvernement chinois sait qu'il peut l'atteindre», assure Gabrielle Desarnaud, chercheuse au centre Energie de l'Ifri. La consommation de charbon a commencé à baisser depuis 2013-2014, mais les pics de pollution restent fréquents, comme l'illustre le violent épisode qu'a connu la région de Pékin à la fin décembre.

## Le nucléaire très présent

Le plan quinquennal prévoit d'arriver à 15% d'énergies non fossiles dans le mix énergétique d'ici trois ans. «Pour la



A Dongsangcun, au sud de Pékin, la municipalité a investi pour un éclairage public à énergie solaire. Un exemple parmi les très nombreux efforts du pays pour s'affranchir du charbon. Keystone

64

C'est, en pour cent, la part que représente le charbon dans le mix énergétique chinois

Chine, investir dans des énergies non carbonées est une question de santé publique, mais aussi de sécurité, car des mouvements sociaux environnementaux gagnent en puissance depuis plusieurs années», explique Gabrielle Desarnaud. Dans ces 15% sont comptés l'éolien (passage de 29 à 210 GW entre 2015 et 2020), le solaire (de 43 à 110 GW), mais surtout l'hydraulique et le nucléaire. Plus d'une trentaine de centrales nucléaires sont en exploitation et une dizaine de centrales seraient en construction. Le pays possède aussi d'importantes réserves d'uranium et convoite plusieurs mines au Groenland.

## Le pays est devenu le premier producteur mondial d'énergie solaire en 2016

«Contrairement à la conception majoritaire en Europe, le développement des énergies renouvelables, en Chine, est vu comme un moyen de faire d'une pierre deux coups, développe la chercheuse. En misant sur ce secteur, ils créent des emplois, élargissent la filière, gagnent des parts de marché à l'étranger et garantissent un environnement plus sain pour la population. Développée surtout dans les années 2000, l'industrie du solaire, par exemple, dépend à 90% des exportations.» Le pays est devenu le premier producteur mondial d'énergie solaire en 2016.

D'après un rapport publié vendredi par l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), la Chine s'affirme aussi comme le champion mondial des énergies renouvelables, avec 32 milliards de dollars investis dans des projets liés aux énergies renouvelables à l'étranger en 2016, soit une hausse de 60% par rapport à 2015.

Dans les années 2000, la Chine a d'abord tablé sur des technologies basiques, peu coûteuses à construire, qu'elle exportait massivement. Elle tente maintenant de se placer aussi sur le secteur des technologies de pointe. «La Chine est devenue un leader en termes d'investissements et de capacités installées en éolien et en solaire, affirme Xin Wang, chercheur en politiques chinoises à l'IDDRI – Sciences-Po. Mais pas encore concernant l'innovation à haute valeur ajoutée. Ils ont toujours tendance à acheter des brevets dans des laboratoires européens ou américains et à les importer pour développer leur compétitivité domestique et à l'étranger. Il leur reste du chemin à faire sur cette question.»

## Négociateur chef de file

En plus d'être un meneur économique, la Chine est devenue un chef de file dans les négociations internationales sur le climat. Alors que durant la COP15, à Copenhague en 2009, les dirigeants chinois s'étaient illustrés par leur frilosité à signer un accord contraignant, c'est au même moment qu'ils ont commencé à réorienter leur politique nationale vers plus de régulations environnementales et d'investissements dans les énergies vertes. «Pendant la COP21 à Paris fin 2015, puis dans les mois qui ont suivi, c'est la Chine qui a poussé les Etats-Unis à s'engager et à ratifier l'Accord de Paris, soutient Gabrielle Desarnaud. Même si Donald Trump revient sur ces avancées, la Chine ne changera pas de position.»

A côté, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Mexique et le Chili ont fortement augmenté leurs investissements, en 2016, dans les énergies renouvelables. Le Maroc s'illustre comme un leader pour le continent africain, et le Brésil, où a beaucoup investi la Chine, gagne du terrain dans le secteur des biocarburants. Un front de pays en développement qui pourrait faire de l'ombre à l'Union européenne et aux Etats-Unis. » © LIBÉRATION

## SAMSUNG

### L'HÉRITIER SUR LE GRIL

L'héritier du géant sud-coréen Samsung, Lee Jae-yong, était entendu hier comme suspect dans le scandale de corruption qui a valu à la présidente Park Geun-hye d'être destituée. M. Lee est vice-président de Samsung Electronics, fils du président du groupe Samsung et petit-fils de son fondateur. ATS

## AMAZON

### CENT MILLE EMPLOIS CRÉÉS

Amazon va créer 100 000 emplois aux Etats-Unis dans les 18 prochains mois. Le géant américain de la distribution en ligne veut ouvrir de nouveaux sites de stockage et investir dans les technologies. L'annonce d'hier coïncide avec la demande de Trump aux entreprises de développer leurs activités sur le sol américain. ATS

## Les Etats-Unis attaquent la Chine devant l'OMC

**Aluminium** » L'administration Obama a annoncé hier avoir déposé plainte à l'OMC contre la Chine pour des subventions «illégalles» à ses producteurs d'aluminium. Cette décision intervient huit jours avant de passer la main à Donald Trump qui menace Pékin de représailles douanières.

«La Chine donne à son industrie de l'aluminium un avantage inéquitable via des prêts sous-évalués et d'autres subventions gouvernementales illégales», a affirmé le président Barack Obama dans un communiqué. «Ce genre de mesures a désavantagé l'industrie américaine et a contribué à l'excédent mondial d'aluminium, d'acier et dans d'autres secteurs.»

Concrètement, son administration a enclenché hier la première phase de la procédure de règlement des conflits de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en réclamant des «consultations» avec Pékin, a précisé le représentant spécial au Commerce extérieur américain (USTR).

In fine, en cas d'absence de compromis, les Etats-Unis pourraient être autorisés par l'OMC à contre-attaquer en imposant des droits de douane sur certaines importations chinoises. » ATS/AFP

## Fiat Chrysler aurait truqué des moteurs

**Etats-Unis** » Le groupe automobile Fiat Chrysler aurait truqué 104 000 moteurs diesel aux Etats-Unis.

L'Environmental Protection Agency (EPA) américaine a accusé hier Fiat Chrysler Automobiles d'avoir équipé plus de 100 000 véhicules diesel vendus aux Etats-Unis depuis 2014 d'un logiciel permettant des émissions polluantes excessives. C'est la conclusion d'une enquête inspirée par les investigations sur les tests d'émissions polluantes truqués par Volkswagen.

L'EPA, principale autorité fédérale de protection de l'environnement, et le California Air Resources Board (CARB) ont informé le constructeur qu'ils pensaient que son logiciel – non déclaré – de contrôle des émissions permettait aux véhicules concernés de générer des émissions polluantes supérieures aux niveaux autorisés par la loi.

FCA US, la filiale américaine du constructeur automobile italo-américain, a réagi dans un communiqué en

affirmant croire que ses systèmes de contrôle des émissions respectaient les règles applicables et en se disant «déçu» des déclarations de l'EPA.

«Nous n'avons rien fait d'illégal», a déclaré de son côté l'administrateur délégué Sergio Marchionne. «Il n'y a jamais eu la moindre intention de créer des conditions destinées à fausser la procédure de test. C'est totalement absurde.»

Les accusations de l'EPA visent au total 104 000 Jeep Grand Cherokee et Dodge Ram 1500 équipées de moteurs diesel de 3,0 litres de cylindrée, soit le sixième environ du nombre de véhicules incriminés dans le cas de Volkswagen. L'amende maximale serait de l'ordre de 4,6 milliards de dollars.

Révéloées par Reuters quelques minutes avant l'annonce officielle, les accusations de l'EPA ont fait dévisser le titre de Fiat Chrysler coté à Milan, qui a terminé en baisse de plus de 16% à 8,78 euros. » ATS/REU

## Plainte d'UBS contre sa caution de 1 mia rejetée

**Strasbourg** » Contrainte de payer une caution de 1,1 milliard d'euros dans le cadre de la procédure ouverte contre elle en France, UBS a vu sa plainte jugée irrecevable par la Cour européenne des droits de l'homme. Le numéro un bancaire helvétique avait invoqué une atteinte à la présomption d'innocence.

Mis en examen pour blanchiment aggravé de fraude fiscale, l'établissement aux trois clés s'est vu imposer en juillet 2014 un cautionnement à dix chiffres (1,1 milliard d'euros), un record dans les annales judiciaires.

La Cour d'appel de Paris avait confirmé le montant. Elle avait jugé qu'il était en relation avec les infractions reprochées à la banque. » ATS